



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUTO PIECES DU BASSIN (lot 1105)

Z.A. - Liougey Sud
47 rue du Pontails
33980 Audenge

Références : 25_698
Code AIOT : 0005206862

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement AUTO PIECES DU BASSIN (lot 1105) implanté Z.A. - Liougey Sud 47, rue du Pontails 33980 Audenge. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 11 septembre 2025 visait à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2024 de régularisation administrative. Au regard des engagements de l'exploitant et des justificatifs transmis par courriers des 14 février, 7 mars et 13 mai 2024, l'activité de démontage et de stockage de VHU devait cesser.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUTO PIECES DU BASSIN (lot 1105)
- Z.A. - Liougey Sud 47, rue du Pontails 33980 Audenge
- Code AIOT : 0005206862
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Auto Pièces du Bassin était enregistrée pour l'exploitation d'un centre VHU (véhicules hors d'usage) et agréé jusqu'au 4 avril 2021, date à laquelle l'exploitant a décidé de cesser ses activités de VHU pour se concentrer sur son activité de garage automobile. Alors que les véhicules devaient donc n'être utilisés qu'en réserve de pièces détachées pour l'activité de garage, la société a poursuivi son activité de vente de pièces détachées et de démontage de VHU.

Aussi, à l'issue de l'inspection du 23 janvier 2024, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris à l'encontre de l'exploitant en date du 23 février 2024 afin de l'obliger à régulariser sa situation administrative.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2	/	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats établis lors de l'inspection du 11 septembre 2025, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2024 sont respectées.

Il est à noter que le terrain fait l'objet d'un projet de centre sportif (tennis et padel). En effet, l'exploitant souhaite céder la majeure partie du terrain et ne conserver que le bâtiment administratif pour regrouper et réduire ses activités de garage automobile et de ventes de pièces d'occasion.

L'ensemble du site ne relève donc plus de la réglementation des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 1

Thème(s) : Illégaux, Activité VHU

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier

Prescription contrôlée :

La société AUTO PIECES DU BASSIN qui exploite une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage sur la commune d'Audenge est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement et une demande d'agrément en préfecture,
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement. L'exploitant évacue les déchets et fournit les justificatifs d'évacuation vers une installation dûment autorisée et agréée.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25. La cessation d'activité comprend en particulier l'évacuation de tous les déchets présents sur site dans les filières autorisées ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et d'agrément, ces démarches doivent être réalisées dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

L'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.

Les délais débutent à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente inspection du 23 janvier 2024, il avait été constaté la présence d'*a minima* 30 VHU sur le site (dont les moteurs étaient tous démontés).

Par courrier du 7 mars 2024, l'exploitant a signalé avoir entamé l'évacuation des VHU et a joint en ce sens six bons de transport datés de février et mars 2024 attestant de l'expédition de 70 véhicules vers le site de la société DECONS au Pian Médoc.

Par courrier du 13 mai 2024, l'exploitant indique que l'ensemble des VHU a été évacué.

Le jour de l'inspection du 11 septembre 2025, l'Inspection n'a pas constaté la présence de VHU sur le terrain.

Le gérant a expliqué qu'il n'exerce que des activités de garage automobile et de ventes de pièces d'occasion. Les véhicules réceptionnés sur le site font l'objet de petites réparations si nécessaire et sont ensuite soit revendus, soit évacués vers des garages de réparation. Selon l'exploitant, aucun véhicule n'est cédé pour destruction. Il a notamment présenté, pour l'un des véhicules présent dans le parc le jour du contrôle (immatriculé DD581RZ), les documents administratifs en sa possession (carte grise avec la mention « cédé le 9/07/2025 », certificat de cession d'un véhicule d'occasion à la société AUTO PIECES DU BASSIN le 9/07/2025 et le récépissé de déclaration d'achat daté du même jour). Ceux-ci n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Au regard de ces éléments, la mise en sécurité du site au sens de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement est considérée comme effective.

Par ailleurs, dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative de 2020, la société AUTO PIECES DU BASSIN avait fait réaliser un diagnostic de pollution des sols (rapport établi par STRATAGIS le 19 juillet 2021). Celui-ci ne mettait en évidence aucune contamination significative sur le terrain. La remise en état du site avait été actée par le rapport de l'Inspection des installations classées du 19 octobre 2021 (PV de récolement référencé UD33-CCD-JP21-778).

Considérant les investigations récentes dans les sols (réalisées par STRATAGIS), considérant la faible quantité de VHU relevée lors de l'inspection de 2024 et considérant qu'aucune trace de pollution (traces d'hydrocarbures au sol, écoulement potentiellement pollués, etc.) n'a été constatée le jour de l'inspection du 11 septembre 2025, la remise en état actée en octobre 2021 n'est pas remise en cause.

Au regard de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectées.

En outre, l'exploitant prévoit d'arrêter son activité sur la majeure partie du terrain d'ici le mois de février 2026. Le terrain, actuellement occupé par le parc automobile, fait l'objet d'un projet de centre sportif de tennis et de padel en accord avec la mairie d'Audenge.

La société AUTO PIECES DU BASSIN conservera uniquement le bâtiment administratif actuel pour poursuivre éventuellement son activité de vente de pièces détachées d'occasion.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2

Thème(s) : Illégaux, Interdiction d'apport de déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout nouvel apport de déchets, et en particulier de véhicules hors d'usage, est interdit jusqu'à régularisation de l'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué précédemment, aucun VHU n'était présent le jour de l'inspection du 11 septembre 2025.</p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure susvisé sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>